



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 LORIENT

LORIENT, le 09/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHARIER CM

La Clarté

BP 21

44410 Herbignac

Références : CG/FD/E/2023-249

Code AIOT : 0005503158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement CHARIER CM implanté LA CORDERIE - 56130 Péaule. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHARIER CM
- LA CORDERIE - 56130 Péaule
- Code AIOT : 0005503158
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Péaule est une carrière à vocation de production de pierres ornementales. Des campagnes de concassage ponctuelles peuvent être menées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	plan de gestion des déchets résultant de l'industrie extractive	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1+annexe	/	Sans objet
2	conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/07/2007, article 6-1	/	Sans objet
3	conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/07/2007, article 6-2	/	Sans objet
4	eaux de ruissellement et d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 27/07/2007, article 8-4	/	Sans objet
5	bruit	Arrêté Préfectoral du 27/07/2007, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière n'est que très peu exploitée sur les dernières années (seule une livraison de matériaux sur 2022). L'inspection demande à l'exploitant de se positionner sur la poursuite de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan de gestion des déchets résultant de l'industrie extractive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1+annexe
Thème(s) : Risques chroniques, existence d'un plan de gestion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Le plan de gestion des déchets résultant de l'industrie extractive a été mis en juin 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2007, article 6-1
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des mares
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant devra fournir, dans un délai de 6 mois, les modalités de création et de suivi des mares.
Constats : Les mares sont en place. Elles ne font plus l'objet d'un suivi actuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2007, article 6-2
Thème(s) : Risques chroniques, principe d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation sera conduite conformément à celle décrite dans le dossier de demande et aux plans de phasage joints au présent arrêté. Les opérations de décapage et de stockage provisoire des matériaux de découverte seront réalisées de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales, constituant l'horizon humifère, aux stériles L'extraction s'effectuera à sec, par abattage de la roche à l'aide d'explosifs. Les fronts progresseront vers le Nord, puis l'Est. L'installation de concassage mobile sera descendue progressivement sur des paliers inférieurs, à l'avancement de l'exploitation.
Constats : L'exploitation est en retard par rapport aux plans de phasages prévus dans l'arrêté préfectoral ; pas d'extraction par tir de mine en 2021 et 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : eaux de ruissellement et d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2007, article 8-4
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le contrôle de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel sera réalisé dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Volume rejeté annuel• Ph : une mesure par an• MES : une mesure par an• Hydrocarbures : une mesure par an• Co Les résultats de ces mesures seront consignés dans un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : Le suivi annuel est effectué par la société GEOSCOP. Les résultats sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2007, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le respect de ces valeurs d'émergence sera vérifié dès le début de l'exploitation, puis tous les ans par une personne ou un organisme qualifié. Les résultats de ces mesures rappelant les conditions de leur réalisation seront consignés dans un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées et portés à sa connaissance en cas d'anomalies.
Constats : L'exploitant n'a pas menée de campagne de mesure de bruit en 2021 et 2022 car il n'y a pas eu d'extraction, ni de concassage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2007, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est procédé, dès les premiers tirs de mines, à un contrôle des vibrations renouvelé ensuite tous les ans. Ce contrôle sera effectué par un organisme qualifié.
Constats : Pas de tirs de mine réalisés depuis 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet